ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 31 mai 1966, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un service spécial d'enquêtes budgétaires", a donné le 3 juin 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e mei 1966 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een bijzondere dienst voor begrotingsenquêtes", heeft de 3e juni 1966 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

La mention de l'article 67 de la Constitution devrait être omise.

L'alinéa 3 doit être omis, la loi du 16 mars 1954 n'étant pas le fondement légal du projet.

En vertu de l'article 8 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, l'accord du Ministre de la Fonction publique est requis et mention doit en être faite avec sa date au préambule.

Sur base de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921, le Ministre des Finances doit contresigner le projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Cet article porte création du service spécial d'enquêtes budgétaires, et le place sous l'autorité de deux Ministres. Il conviendrait de préciser au sein de quel departement ministériel ce nouveau service prendra place et au budget duquel seront inscrits les crédits de fonctionnement nécessaires.

Article 2.

Suivant cet article "le service reçoit ses directives générales du Premier Ministre conjointement avec le Ministre ayant le budget dans ses attributions". Cette idée serait mieux exprimée s'il était indiqué à l'article 1er : que le service est placé "sous l'autorité conjointe" des deux Ministres, ce qui implique le droit pour ceux-ci de donner conjointement au service des directives générales.

Article 4.

La mission du service spécial a été exprimée de façon relativement imprécise. Le Conseil d'Etat s'est efforcé de préciser cette mission compte tenu des éléments qui lui ont été fournis par les délégués du Gouvernement.

Article 5.

L'attribution par le Roi des pouvoirs d'investigation les plus larges peut se concevoir à l'égard des services de l'Etat placés sous l'autorité d'un Ministre.

Par contre, l'application des mesures de contrôle aux organismes d'intérêt public soumis au pouvoir de tutelle d'un Ministre ou aux personnes de droit public bénéficiaires d'interventions de l'Etat ne peut être réalisée que dans la mesure où les dispositions légales qui assurent l'indépendance ou l'autonomie de ces organismes et pouvoirs le permettent, ou encore avec l'accord des autorités qui ont le droit de modifier les règles de fonctionnement de ces organismes ou pouvoirs publics.

A cet égard, il y a lieu de relever que les organes directeurs ou de gestion des organismes d'intérêt public dont le statut est fixé par la loi n'ont pas compétence pour autoriser le contrôle de leurs services par des personnes étrangères à l'organisme selon des modalités qui n'ont pas été établies par la loi ou en vertu de la loi.

.../...

En matière fiscale, il a fallu des textes légaux pour donner aux agents chargés du contrôle, les pouvoirs d'enquête et d'investigation leur permettant de remplir leur mission.

Enfin, en ce qui concerne les organismes d'intérêt public soumis à l'autorité hiérarchique d'un Ministre (organismes de la catégorie A de la loi du 16 mars 1954), le contrôle organisé de manière exhaustive par la loi du 16 mars 1954 exclut l'établissement par arrêté royal d'un contrôle de même nature. Si l'article 8, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 a confié au Roi le soin de régler les modalités du contrôle des organismes de catégorie A, le texte prévoit cependant que ce contrôle est exercé par les inspecteurs des finances.

A fortiori, le contrôle organisé par le projet ne peut pas être imposé par arrêté royal à des personnes privées pour la seule raison qu'elles seraient bénéficiaires d'interventions directes ou indirectes de l'Etat lorsque celles-ci constituent dans leur chef un droit subjectif découlant de la loi.

L'article 5 du projet vise encore, en dehors des organismes, les "services d'intérêt public". Cette notion demanderait à être précisée dans le rapport au Roi.

Article 6.

L'alinéa 2 de cet article est inutile et doit être omis.

.../...

La position des agents affectés au service spécial demande à être précisée. Pour les agents de l'Etat il n'existe pas de position de détachement, il faut donc les considérer comme restant en position d'activité, mais affectés temporairement à un emploi d'une autre administration de l'Etat.

Il va de soi que, eu égard à la nature des fonctions qu'elles seront appelées à exercer, les personnes engagées par contrat devront prêter le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831.

Article 8.

Cet article prévoit que l'exercice des fonctions de membre du service spécial est incompatible avec celui de toutes autres fonctions. Si ces "autres fonctions" se limitent aux emplois ressortissant à une administration de l'Etat ou des établissements publics dépendant de l'Etat et à toutes autres professions ou occupations lucratives, l'interdiction de cumul est déjà organisée par l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics.

Cet arrêté, pris sur base de pouvoirs spéciaux, confie au Conseil des Ministres le soin d'accorder des dérogations individuelles aux interdictions de cumul.

En conséquence, l'alinéa 1er de l'article 8 devrait être omis.

.../...

Article 9.

Cet article confie un véritable pouvoir réglementaire au comité ministériel ayant la gestion budgétaire dans ses attributions, en lui attribuant le pouvoir de déterminer le nombre d'agents du service spécial et les titres dont ils sont revêtus. Ce texte n'est pas en concordance avec le rapport au Roi, qui signale que les effectifs du personnel et son mode de recrutement seront fixés sur avis de ce comité ministériel.

D'une part, il apparaît difficile de confier l'exercice d'un pouvoir réglementaire à un comité sans organiser le fonctionnement et le mode de délibération de ce comité. D'autre part, il n'est pas dans les usages de déléguer une partie du pouvoir réglementaire du Roi à un comité ministériel agissant collégialement. Ainsi rien ne permet de dire si l'arrêté du comité ministériel doit être adopté à l'unanimité ou à la majorité simple.

Il serait plus expédient de suivre le rapport au Roi et de fixer par un autre arrêté royal, sur avis du comité ministériel choisi, les détails d'organisation qu'il n'est pas possible de mettre au point dans l'immédiat.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle diverses modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT CREATION D' UN SERVICE SPECIAL D'ENQUETES BUDGETAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'accord du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le ...

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est créé au sein des services du Premier Ministre (ou au sein du Ministère des Finances) un service spécial d'enquêtes budgétaires.

Ce service est placé sous l'autorité conjointe du Premier Ministre et du Ministre ayant le budget dans ses attributions.

.../...

Article 2.-

Le service spécial a pour mission :

1° de s'assurer, par des contrôles, des enquêtes ou des expertises, que les moyens d'action, en matériel, personnel, crédits, fonds disponibles ou d'autre nature, qui sont mis à la disposition des services et organismes visés à l'article 5, sont utilisés :

a) adéquatement, compte tenu des buts ou des missions assignés aux services ou organismes;

b) avec efficience et efficacité, eu égard à l'importance des résultats obtenus et des moyens employés;

2° de formuler toutes suggestions pour corriger les défauts d'organisation ou de fonctionnement éventuellement constatés ou pour améliorer le rendement d'un service ou d'une activité;

3° d'instruire, à la demande des inspecteurs des Finances, les questions et les propositions visées à l'article 13 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961.

Article 3.-

Le service spécial agit sur instruction conjointe donnée par le Premier Ministre et le Ministre ayant le budget dans ses attributions, éventuellement après proposition ou avis du Ministre intéressé.

Il fait rapport à ces Ministres sur les résultats de ses investigations.

.../...

Article 4.-

Le service spécial dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges pour l'accomplissement de sa mission.

Les membres du service spécial peuvent se faire accompagner d'experts. Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion des services ou organismes.

Article 5.-

Le contrôle défini à l'article 2 s'applique à ... (voir observations sur l'article 5 du projet) ...

Article 6.-

Le personnel du service spécial peut comprendre :

1° des membres du personnel des services publics mis à sa disposition par l'autorité dont ils relèvent;

2° des personnes engagées par contrat de louage de services.

Les agents de l'Etat mis à la disposition du service spécial restent dans la position d'activité de service, mais sont considérés comme faisant l'objet d'une affectation spéciale temporaire; ils conservent le droit à leur traitement et à l'avancement de traitement ainsi que leurs titres à la promotion dans leur administration d'origine.

Si le besoin en est reconnu par le Ministre compétent, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, l'emploi définitif qui

.../...

était occupé par l'agent pourra être déclaré vacant et être pourvu d'un nouveau titulaire. Dans cette éventualité, lorsque l'affectation au service spécial prend fin, l'agent de l'Etat réintègre son administration pour exercer les fonctions de son grade, au besoin en étant placé hors cadre.

Les agents des services publics qui n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat, ceux de tous autres services et organismes publics ou d'intérêt public mis à la disposition du service spécial bénéficient d'un régime équivalent lorsque leur statut et les autorités dont ils relèvent l'autorisent.

Article 7.-

Les membres du service spécial et les experts sont tenus à l'obligation du secret à l'égard de tout ce qu'ils apprennent ou constatent dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 8.-

La désignation ou l'engagement du personnel sont effectués conjointement par le Premier Ministre et le Ministre ayant le budget dans ses attributions.

Les fonctions ne peuvent être conférées que pour une mission déterminée ou pour une durée limitée, susceptible de prorogation; il peut toutefois être mis fin à tout moment :

.../...

a) sans préavis, à la mission des personnes dont il est question à l'article 6, alinéa 1er, 1°;

b) avec le préavis et l'indemnité prévus par la loi, au contrat de louage de service des personnes dont il est question à l'article 6, alinéa 1er, 2°.

Article 9.-

Ne sont pas applicables aux membres du personnel du service spécial :

1° l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;

2° les lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités pour l'accession aux emplois publics.

Article 10.-

Le Roi détermine, après avis du comité ministériel ayant la gestion budgétaire dans ses attributions, la hiérarchie des fonctions, les conditions de désignation ou d'engagement ainsi que le nombre des emplois.

Le service spécial est dirigé par un commissaire, chef du service.

Article 11.-

... (article 10 du projet) ...

.../...

Article 12.-

... (article 11 du projet) ...

Article 13.-

Notre Premier Ministre et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

...

...

...

AANHEF.

De vermelding van artikel 67 van de Grondwet dient te vervallen.

Het derde lid moet vervallen; de wet van 16 maart 1954 levert immers geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, is het akkoord van de Minister van het Openbaar Ambt vereist; het moet met zijn datum in de aanhef worden vermeld.

Op grond van artikel 6 van de wet van 20 juli 1921, moet de Minister van Financiën het ontwerp medeondertekenen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel stelt de bijzondere dienst voor begrotingsenquêtes in en plaatst die onder het gezag van twee Ministers. Er zou nader moeten worden bepaald in welk ministerieel departement die nieuwe dienst zijn plaats zal krijgen en op welke begroting de nodige werkingskredieten zullen worden uitgetrokken.

Artikel 2.

Volgens dit artikel "ontvangt de dienst zijn algemene richtlijnen van de Eerste Minister samen met de Minister die bevoegd is voor de begroting". De bedoeling zou beter tot uiting komen als in artikel 1 werd gezegd

.../...

dat de dienst "onder het gezamenlijk gezag" van beide Ministers staat, hetgeen voor beiden het recht impliceert om gezamenlijk algemene richtlijnen te verstrekken aan die dienst.

Artikel 4.

De taak van de bijzondere dienst is vrij vaag omschreven. De Raad van State heeft gepoogd dit te verhelpen met inachtneming van de gegevens die hem door de gemachtigden van de Regering zijn verstrekt.

Artikel 5.

Dat de Koning de ruimste opsporingsbevoegdheid toekent, is denkbaar ten aanzien van Rijksdiensten die onder het gezag van een Minister staan.

Op instellingen van openbaar nut die "onder de voogdijmacht" van een Minister staan of op publiekrechtelijke personen die Rijksbijdragen genieten, kunnen controlemaatregelen echter alleen worden toegepast voor zover de wetsbepalingen inzake de zelfstandigheid of de autonomie van die instellingen en besturen zulks toestaan, of nog met de instemming van de overheden die het recht hebben de werkingsregelen voor die instellingen of openbare besturen te wijzigen.

In dat verband moet erop worden gewezen dat de directie- of beheersorganen van de instellingen van openbaar nut waarvan het statuut door de wet is vastgesteld, niet bevoegd zijn om personen die niet tot de instelling

.../...

behoren toe te staan op hun diensten controle uit te oefenen volgens regelen die niet door of krachtens de wet zijn vastgesteld.

In belastingzaken zijn wetteksten nodig geweest om aan de controle-ambtenaren de voor het vervullen van hun opdracht nodige enquête- en opsporingsbevoegdheid te verlenen.

Voor de instellingen van openbaar nut ten slotte, die onder het hiërarchisch gezag van een Minister staan (instellingen van categorie A van de wet van 16 maart 1954), is de controle volledig geregeld door de wet van 16 maart 1954, zodat een zodanige controle niet bij koninklijk besluit kan worden ingesteld. Artikel 8, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 heeft de Koning weliswaar belast met het vaststellen van de regelen inzake controle van de instellingen van categorie A, maar de tekst bepaalt dat die controle door de inspecteurs van financiën wordt uitgeoefend.

De door het ontwerp georganiseerde controle mag, a fortiori, niet bij koninklijk besluit aan particulieren worden opgelegd alleen maar omdat zij rechtstreekse of onrechtstreekse Rijksbijdragen zouden ontvangen, als deze voor hen een uit de wet voortkomend subjectief recht vormen.

Artikel 5 van het ontwerp doelt, behalve op de instellingen, ook op de "diensten van openbaar nut". Dat begrip zou in het verslag aan de Koning moeten worden toegelicht.

.../...

Artikel 6.

Het tweede lid van dit artikel moet als overbodig vervallen.

De stand van de aan de bijzondere dienst verbonden ambtenaren vergt nadere toelichting. Voor Rijksambtenaren bestaat geen stand detachering; zij moeten dus worden geacht in actieve dienst te blijven maar tijdelijk te zijn aangewezen voor een betrekking in een ander Rijksbestuur.

Het spreekt van zelf dat zij die bij overeenkomst worden aangeworven, wegens de aard van het uit te oefenen ambt de in het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed moeten afleggen.

Artikel 8.

Dit artikel bepaalt dat de uitoefening van het ambt van lid van de bijzondere dienst onverenigbaar is met de uitoefening van enig ander ambt. Als dat ander ambt alleen maar een betrekking is die ressorteert onder een Rijksbestuur of onder van de Staat afhangende openbare instellingen, dan wel een ander winstgevend beroep of winstgevende bezigheid, is het verbod tot cumuleren reeds vastgesteld in het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en betrekkingen.

Dat op grond van volmachten vastgestelde besluit laat aan de Ministerraad de zorg om individuele afwijkingen van het cumulatieverbod toe te staan.

.../...

Het eerste lid van artikel 8 zou dus moeten vervallen.

Artikel 9.

Dit artikel verleent een ware verordenende bevoegdheid aan het ministerieel comité tot welks bevoegdheid het begrotingsbeheer behoort, door het te machtigen tot het vaststellen van het aantal personeelsleden van de bijzondere dienst en hun titels. Die tekst is niet in overeenstemming met het verslag aan de Koning, hetwelk zegt dat het personeelseffectief en de wijze van aanwerving zullen worden bepaald op advies van dat ministerieel comité.

Enerzijds lijkt de uitoefening van een verordenende bevoegdheid bezwaarlijk aan een comité te kunnen worden opgedragen zonder dat de werkwijze van dat comité en de wijze waarop het beraadslaagt en besluit, worden geregeld. Anderzijds is het niet gebruikelijk een gedeelte van 's Konings verordenende bevoegdheid over te dragen aan een ministerieel comité dat als college optreedt. Het is bijvoorbeeld niet uit te maken of het besluit van het ministerieel comité bij eenparigheid of bij gewone meerderheid moet worden aangenomen.

Het zou dienstiger zijn het verslag aan de Koning te volgen en in een ander koninklijk besluit, op advies van het gekozen ministerieel comité, een regeling te treffen voor de bijzonderheden van de organisatie die niet onmiddellijk kunnen worden geregeld.

\+

\+ \+

Voorts moet de vorm van het ontwerp een aantal wijzigingen ondergaan; deze zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt.

/

KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN EEN BIJZONDERE DIENST VOOR BEGROTINGSENQUETES.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole ;

Gelet op het akkoord van de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt, gegeven op ... ;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In de diensten van de Eerste Minister (of in het Ministerie van Financiën) wordt een bijzondere dienst voor begrotingsenquêtes ingesteld.

.../...

Die dienst staat onder het gezamenlijk gezag van de Eerste Minister en van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Artikel 2.-

De bijzondere dienst heeft tot taak :

1° door middel van controles, enquêtes of deskundig onderzoek zich ervan te vergewissen of de actiemiddelen aan materieel, personeel, kredieten, beschikbare fondsen of andere middelen, die ter beschikking van de in artikel 5 bedoelde diensten en instellingen zijn gesteld, worden aangewend:

   a. op dienstige wijze, gelet op het doel en de taak van de diensten of instellingen ;

   b. op efficiënte en doeltreffende wijze, gelet op de omvang van de verkregen resultaten en van de gebruikte middelen ;

2° alle voorstellen te doen om eventueel vastgestelde gebreken in de organisatie of in de werking te verbeteren of om het rendement van een dienst of van een werkzaamheid te verhogen ;

3° op verzoek van de inspecteurs van financiën, de in artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 bedoelde kwesties en voorstellen te onderzoeken.

Artikel 3.-

De bijzondere dienst handelt volgens gezamenlijke richtlijnen gegeven door de Eerste Minister en de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, eventueel na voorstel of advies van de betrokken Minister.

.../...

Hij brengt aan die Ministers rapport uit over zijn bevindingen.

Artikel 4.-

De bijzondere dienst beschikt voor het vervullen van zijn taak over de ruimste onderzoekingsbevoegdheid.

De leden van de bijzondere dienst mogen zich door deskundigen laten bijstaan. Zij mogen zich niet mengen in het beheer van de diensten of instellingen.

Artikel 5.-

De in artikel 2 omschreven controle slaat op : ... (zie opmerkingen over artikel 5 van het ontwerp) ...

Artikel 6.-

Het personeel van de bijzondere dienst mag bestaan uit :

1° personeelsleden van de openbare diensten die te zijner beschikking worden gesteld door de overheid waaronder zij ressorteren ;

2° bij arbeidsovereenkomst aangeworven personen.

De Rijksambtenaren die ter beschikking van de bijzondere dienst zijn gesteld, blijven in de stand dienstactiviteit, maar worden geacht tijdelijk een bijzondere aanwijzing te hebben gekregen ; zij behouden het recht op hun wedde en op bevordering tot een hogere wedde alsook hun aanspraken op bevordering in hun bestuur van herkomst.

.../...

Als de bevoegde Minister, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, het nodig bevonden heeft, kan de vaste betrekking die door de ambtenaar werd bekleed, vacant worden verklaard en een nieuwe titularis krijgen. In dat geval wordt de Rijksambtenaar, als de aanwijzing voor de bijzondere dienst een einde neemt, weder in zijn bestuur opgenomen om het ambt van zijn graad uit te oefenen, zo nodig buiten kader.

De ambtenaren van de openbare diensten, die geen Rijksambtenaar zijn, de ambtenaren van alle andere openbare diensten en instellingen of diensten en instellingen van openbaar nut, die ter beschikking van de bijzondere dienst zijn gesteld, genieten een gelijkwaardige regeling wanneer hun statuut en de overheden waaronder zij ressorteren dat toestaan.

Artikel 7.-

De leden van de bijzondere dienst en de deskundigen zijn verplicht tot geheimhouding van alles wat zij in de uitoefening van hun ambt vernemen of vaststellen.

Artikel 8.-

De aanwijzing of de aanwerving van het personeel wordt gedaan door de Eerste Minister samen met de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

De ambten kunnen alleen worden verleend voor een bepaalde opdracht of voor een beperkte duur die kan worden verlengd ; er kan echter te allen tijde een einde worden gemaakt :

.../...

a. zonder opzegging, aan de opdracht van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° ;

b. met de in de wet bepaalde opzegging en vergoeding, aan de arbeidsovereenkomst van de personen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 2°.

Artikel 9.-

Op de personeelsleden van de bijzondere dienst zijn niet van toepassing :

1° het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten ;

2° de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteiten voor toegang tot openbare betrekkingen.

Artikel 10.-

De Koning bepaalt, na advies van het ministerieel comité tot welks bevoegdheid het begrotingsbeheer behoort, de hiërarchie van de ambten, de aanwijzings- of wervingsvoorwaarden en het getal van de betrekkingen.

De bijzondere dienst wordt geleid door een commissaris, die hoofd van de dienst is.

Artikel 11.-

De aan het personeel toegekende bezoldigingen, toelagen en vergoedingen worden door de Eerste Minister samen met de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, bepaald binnen de grenzen en volgens de regelen door Ons vastgesteld.

.../...

Artikel 12.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 13.-

Onze Eerste Minister en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : G.HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G.VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.HOLOYE.